Canada - United States
Inter-Parliamentary Group
Canadian Section

Groupe interparlementaire
Canada - États-Unis
Section canadienne

Rapport de la délégation parlementaire canadienne à la Visite au Congrès par des membres du Groupe interparlementaire Canada-États-Unis

Groupe interparlementaire Canada-États-Unis

Washington, D.C., États-Unis d'Amérique
Du 22 au 25 avril 2008

Rapport

Du 22 au 25 avril 2008, le sénateur Jerry Grafstein, c.r., et M. Rob Merrifield, député, coprésidents du Groupe interparlementaire Canada-États-Unis (GIP), ont dirigé une délégation à laquelle participaient le sénateur W. David Angus, c.r., M. James Rajotte, député, l'honorable John McKay, c.p., député, l'honorable Judy Sgro, c.p., députée, et M. Paul Crête, député, en vue de participer à des réunions avec leurs homologues du Congrès américain à Washington. Les délégués ont rencontré plus de 30 membres du Sénat et de la Chambre des représentants des États-Unis, y compris la présidente Nancy Pelosi (voir liste ci-jointe).

L'objectif principal de la visite était de participer à des réunions avec des sénateurs et des représentants des États-Unis afin de discuter de la collaboration bilatérale concernant des préoccupations bilatérales importantes comme la gestion de la frontière commune (y compris les questions de sécurité), le commerce énergétique et les accords de libre-échange. Sous ce rapport, la visite visait les mêmes objectifs que les visites antérieures au Congrès en ce qui a trait à des questions comme l'encéphalopathie spongiforme bovine, le commerce du bois d'œuvre résineux, l'énergie et l'Initiative relative aux voyages dans l'hémisphère occidental (IVHO). Ces visites au Congrès américain fournissent une occasion importante aux membres du GIP de rencontrer des législateurs fédéraux américains qui ne participent pas à la réunion annuelle du Groupe, et donc de les informer des enjeux importants qui touchent les deux pays et de rallier leur appui.

Lors de cette visite, des membres de la délégation ont aussi participé aux réunions organisées à Washington par la *Pacific NorthWest Economic Region (PNWER),* un organisme des secteurs privé et public avec lequel le GIP collabore depuis déjà quelque temps. La *PNWER* – qui comprend l'Alaska, l'Idaho, le Montana, l'État de Washington, l'Oregon, la Colombie-Britannique, l'Alberta et le Yukon – a été créée pour stimuler le développement économique durable dans l'ensemble de la région du Nord-Ouest du Pacifique. Outre les visites au Congrès, la *PNWER* a organisé plusieurs tables rondes sur les questions suivantes :

- l'énergie;
- la frontière commune et
- l'énergie renouvelable en particulier

En plus des visites au Congrès et de la participation aux réunions désignées de la *PNWER*, la délégation a assisté à un événement organisé par Manufacturiers et Exportateurs du Canada (MEC) ainsi que par la *US National Association of Manufacturers*. Les délégués ont pris connaissance de certains problèmes bilatéraux liés à la frontière et partagé leurs points de vue concernant les mesures fédérales qui sont prises dans les deux pays pour régler les pommes de discorde. Cet événement venait particulièrement à point à la lumière de la réunion récente organisée par le comité de direction du GIP avec des membres du milieu des affaires pour discuter du

rapport *Finding the Balance: Reducing Border Costs While Strengthening Security*, auquel a participé MEC. Un exemplaire de ce rapport, ainsi qu'une fiche documentaire sur le commerce d'État décrivant la nature et l'importance des échanges commerciaux et des voyages entre l'État du législateur et le Canada, ont été remis à chaque sénateur et représentant des États-Unis que les membres de la délégation du GIP ont rencontré.

Le GIP est d'avis que les visites au Congrès sont une occasion inestimable de communiquer les points de vue du Canada au sujet des questions bilatérales qui intéressent les deux pays. Le GIP a l'intention d'effectuer de telles visites à l'avenir, si cela s'avère nécessaire. Étant donné que les réunions avec les législateurs fédéraux sont « officieuses », le compte rendu de la discussion qui figure ci-dessous résume la nature générale des questions qui ont été soulevées par les législateurs canadiens et américains.

QUESTIONS SOULEVÉES PAR LES MEMBRES CANADIENS DU GROUPE INTERPARLEMENTAIRE CANADA-ÉTATS-UNIS

FRONTIÈRE COMMUNE

- la relation bilatérale est importante pour les deux pays; les entreprises et les résidents tirent avantage de la circulation des biens et des personnes à notre frontière commune

- la relation entre le Canada et les États-Unis revêt de l'importance pour le commerce, le tourisme et les emplois, et est déterminante pour des secteurs comme le commerce des produits automobiles puisqu'un véhicule doit traverser la frontière commune à plusieurs reprises avant que les échanges soient finalisés

- les retards et les éléments imprévisibles à la frontière font que les systèmes de stockage juste à temps utilisés par de nombreuses entreprises « tournent à la farce »

- les retards à la frontière coûtent cher et nuisent aux citoyens, aux commerces et aux communautés des deux côtés de la frontière commune; par exemple, le tourisme transfrontalier est en baisse parce que des personnes ignorent souvent les exigences en matière de documents et que certaines sont susceptibles de faire des voyages « impulsifs » de l'autre côté de la frontière

- trente-cinq États américains ont comme principal marché d'exportation le Canada; le fonctionnement efficace des frontières s'avère important pour les exportateurs

- en vue d'optimiser les retombées pour les deux pays, des mesures doivent être prises pour veiller à ce que les marchandises et les personnes à faible risque ou qui ne présentent aucun risque soient en mesure de traverser une frontière sûre mais perméable aussi facilement que possible et au moindre coût possible

- la sécurité est aussi importante pour le Canada que pour les États-Unis, tous deux étant vulnérables puisque l'ennemi commun a des intentions malveillantes dans les deux pays; par conséquent, il faut adopter une démarche coopérative à l'égard de la

frontière commune puisque nous travaillons ensemble pour veiller à interdire l'entrée de terroristes en Amérique du Nord

- il n'en demeure pas moins que si un terroriste réussit à entrer au Canada avec l'intention de se rendre aux États-Unis, ce n'est pas l'exigence d'un passeport qui l'arrêtera

- des ressources affectées à la frontière doivent être utilisées pour évaluer le risque et cibler les marchandises et les personnes dont le risque est inconnu ou élevé

- notre frontière commune est une responsabilité partagée et un plan de gestion à la frontière commune doit être établi; un des objectifs d'un tel plan doit être de veiller à ce que les terroristes ne puissent pas entrer aux États-Unis ni au Canada

- la recherche de solutions aux problèmes liés à notre frontière commune devrait tenir compte des recommandations contenues dans le rapport intitulé *Finding the Balance: Reducing Border Costs While Strengthening Security*

- à certains points de passage frontalier – y compris le dédouanement préalable à l'aéroport international Pearson de Toronto –, des retards sont entraînés par le manque de personnel

- au lieu de la frontière, nous avons un mur de bureaucratie « galopante » le long du 49^{e} parallèle

- en dépit des progrès mineurs qui ont été réalisés dans un nombre restreint de secteurs, la situation à la frontière s'aggrave au lieu de s'améliorer

- l'imposition unilatérale de droits par le *United States Department of Agriculture Animal and Plant Health* Inspection Service (y compris pour les lignes de chemin de fer qui ne transportent pas de produits agricoles), et les exigences de l'Initiative relative aux voyages dans l'hémisphère occidental, entraînent un resserrement de la frontière avec les retards et les coûts plus élevés qui en résultent; le resserrement se produit sans preuves pour le justifier

- en ce qui a trait à l'Initiative relative aux voyages dans l'hémisphère occidental, l'incertitude liée aux échéanciers et aux documents acceptables nuit aux voyages des deux côtés de la frontière depuis déjà quelque temps

- la frontière canado-américaine n'est pas la même que la frontière mexicano-américaine, et les préoccupations légitimes à propos de la frontière méridionale ne doivent pas être étendues à la frontière septentrionale; les frontières sont différentes, les problèmes sont différents et les solutions sont donc différentes

- il faut se rappeler que le Mexique ne lutte pas main dans la main avec les États-Unis en Afghanistan

- dans un monde parfait, nous aurions un modèle qui ressemblerait à celui de l'Union européenne entre nos pays quant à la facilité à laquelle il est possible de traverser les frontières et à la mise en place de mesures de sécurité le long du périmètre, plutôt que du 49^{e} parallèle

- quand les États-Unis souffrent, comme ça a été le cas le 11 septembre 2001 à cause des attentats terroristes et comme c'est actuellement le cas pour des raisons économiques, le Canada souffre aussi

- avec le prochain changement d'administration aux États-Unis en novembre 2008, il pourrait être possible de prendre des mesures positives concernant la frontière commune et d'élaborer des solutions précises à des problèmes précis

- une véritable compréhension des questions liées à la frontière commune doit aussi exister parmi les sénateurs et les membres de la Chambre des représentants des États-Unis qui ne représentent pas des États frontaliers

COMMERCE ÉNERGÉTIQUE

- le Canada est le principal fournisseur d'un éventail de sources d'énergie aux États-Unis, ainsi que le plus sûr et le plus fiable

- le Canada possède les plus importantes réserves de pétrole au monde

- le réseau électrique de l'Amérique du Nord est interrelié

- le Canada s'attaque aux problèmes causés par les changements climatiques, y compris par l'entremise d'un cadre non polluant ainsi que de mesures de capture et de stockage du carbone

- le Canada est préoccupé par l'article 526 de la *US Energy Independence and Security Act*, et – plus particulièrement –, par la possibilité que l'article pourrait être interprété comme incluant les sables bitumineux

- la sécurité énergétique au sein de l'Amérique du Nord devrait être un objectif commun

- le Canada a mis en œuvre un certain nombre de projets pilotes relativement à l'énergie, y compris la technologie du charbon ainsi que des mesures de capture et de stockage du carbone; des projets pilotes bilatéraux pourraient avantager à la fois le Canada et les États-Unis

ACCORDS DE LIBRE-ÉCHANGE

- quelque 7,1 millions d'emplois américains dépendent du commerce avec le Canada, tandis que 3 millions d'emplois canadiens dépendent du commerce avec les États-Unis

- la prospérité du Canada et celle des États-Unis sont complémentaires

- la rhétorique électorale actuelle aux États-Unis relativement à l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) a une incidence sur les décisions liées aux investissements et au commerce, et peut donc avoir des répercussions négatives possibles

- alors que des pertes d'emploi peuvent être associées aux accords commerciaux, il importe de mentionner que, d'une façon générale et tout bien pesé, des emplois sont créés par suite du commerce libre et équitable; de plus, il ne faut pas oublier que si des emplois sont perdus en raison du commerce international, ils ne sont pas perdus pour le Canada : nous « construisons des choses ensemble » et de nombreux secteurs sont très intégrés

- les économies émergentes, y compris la Chine et l'Inde, ainsi que l'Union européenne, sont l'« ennemi » économique commun du Canada et des États-Unis; nos deux pays doivent collaborer ensemble à toutes les questions, y compris l'immigration, puisque les deux pays font preuve de vigilance quant aux personnes autorisées à entrer dans leur pays

- alors que le Canada expédiait environ 88 p. 100 de ses exportations vers les États-Unis, ce pourcentage a chuté, s'établissant maintenant à 75 p. 100

QUESTIONS SOULEVÉES PAR LES LÉGISLATEURS AMÉRICAINS

FRONTIÈRE COMMUNE

- le Canada et les États-Unis sont comme un pays – ou une communauté –, avec un fleuve ou une frontière qui le traverse

- avec la réduction du tourisme entraînée par les problèmes à la frontière, moins de droits sont perçus, ce qui a une incidence sur l'entretien des infrastructures ainsi que sur les économies des communautés frontalières puisque le tourisme transfrontalier est un facteur important qui contribue à la prospérité économique dans un certain nombre d'États américains

- la livraison du juste-à-temps revêt une importance critique, notamment pour le secteur manufacturier; les entreprises ne peuvent pas être concurrentielles si elles doivent engager des coûts de possession des stocks

- le fait qu'on ne semble pas pouvoir « mener rondement » les activités à la frontière est une source de frustration

- des retards à la frontière de huit à dix heures sont courants; il y a de longues files de voitures à certains points de passage frontalier, et la sécurité n'est pas vraiment assurée puisqu'il est relativement facile de traverser la frontière

- les problèmes à la frontière nuisent tant au Canada qu'aux États-Unis; une stratégie viable est requise et la gestion de la frontière commune doit être l'objectif recherché

- certains législateurs fédéraux américains sont d'avis que les problèmes liés à la frontière canado-américaine seront réglés plus facilement lors de la mise en place d'une nouvelle administration à la Maison-Blanche

- certains législateurs fédéraux américains doivent être sensibilisés aux questions frontalières, notamment ceux qui ne représentent pas des districts ou des États frontaliers, puisque leur compréhension de ces questions – y compris la nature intégrée des économies canadienne et américaine et de divers secteurs – peut être relativement limitée

- les bureaucrates mettent en œuvre les lois que le Congrès a adoptées et que le président a signées; certains membres du Congrès n'ont pas lu l'avant-projet de loi qui comprenait l'Initiative relative aux voyages dans l'hémisphère occidental

- dans le cadre des documents conformes à l'Initiative relative aux voyages dans l'hémisphère occidental, l'on devrait être en mesure de monter à bord d'un avion avec une carte NEXUS

- le principal défi à relever est de déterminer comment atteindre les objectifs des États-Unis en matière de sécurité sans nuire pour autant au tourisme et au commerce; les États-Unis veulent que la frontière optimise la protection conjointe

- un pays qui ne peut pas contrôler sa frontière – en ce qui a trait aux personnes qui y entrent et qui en sortent – ne sera pas un pays pendant très longtemps

- les problèmes à la frontière font partie de l'enjeu plus vaste des problèmes d'immigration

- seuls des terroristes « idiots » traverseraient la frontière à un point de passage frontalier désigné

- aux monts Adirondacks, la frontière peut être franchie sans même qu'on le réalise

- c'est la frontière méridionale des États-Unis avec le Mexique qui pose problème, pas sa frontière septentrionale avec le Canada; bien que les frontières devraient être traitées différemment, les États-Unis ont laissé certains des problèmes liés à la frontière méridionale créer des obstacles à la frontière septentrionale

- des employés supplémentaires du département de la Sécurité intérieure sont affectés à la mauvaise frontière

- de nombreuses communautés de l'Alaska n'ont pas de bureau gouvernemental auprès duquel obtenir des données d'identité émises par le gouvernement et certaines personnes n'ont pas de certificat de naissance

COMMERCE ÉNERGÉTIQUE

- l'État de l'Alaska et le Canada collaborent efficacement en ce qui a trait au développement énergétique et ont une compréhension mutuelle du travail à accomplir

- l'article 526 de la *US Energy Independence and Security Act* ne visait pas les sables bitumineux du Canada

- les Alaskiens étudient la façon de transporter l'énergie du versant Nord vers la zone continentale des États-Unis

ACCORDS DE LIBRE-ÉCHANGE

- en dépit de la rhétorique actuelle liée à la campagne électorale aux États-Unis concernant l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), certains aspects de l'Accord devraient peut-être être revus, y compris l'application; néanmoins, dans l'ensemble, l'ALENA a profité à tous les pays partenaires

- jusqu'à l'élection de novembre 2008, la question de l'ALENA sera éclaircie et les gens seront mis au courant des faits; à ce jour, la population n'a pas été suffisamment sensibilisée aux avantages de l'ALENA

- la rhétorique actuelle liée à la campagne électorale aux États-Unis à propos de l'ALENA pourrait ne pas correspondre à la réalité postélectorale

- l'ALENA n'est pas compromis

- l'ALENA doit être modernisé puisqu'on a appris beaucoup depuis la signature de l'Accord; il y a des façons de le renforcer et il faut s'attaquer aux faiblesses qui sont perçues

- si l'ALENA est renégocié, les États-Unis devront tenir compte des préoccupations du Canada concernant le règlement des litiges, le bois d'œuvre résineux, l'agriculture, etc.

- les Démocrates souhaiteraient que les retombées du libre-échange soient réparties de façon plus équitable dans l'ensemble de la société afin que tous puissent en profiter

- en Amérique latine, les avantages du commerce n'ont pas d'« effets de retombée », ce qui a comme conséquence de créer des disparités importantes et donc des tensions; il y a une limite aux disparités que les démocraties peuvent soutenir

- les États-Unis doivent veiller à ce que le libre-échange « fonctionne » autant pour la « gauche » que pour la « droite », comme le Canada l'a fait

- alors qu'une approche trilatérale – Canada, États-Unis et Mexique – à l'égard des questions commerciales est possible, une approche trilatérale au marché du travail et aux questions frontalières est vouée à l'échec

- les États-Unis ont besoin d'un nouveau programme commercial

- certains législateurs veulent normaliser les échanges commerciaux des États-Unis avec Cuba

- d'un point de vue commercial, la Chine et l'Inde posent problème

AUTRES QUESTIONS

A. Terrorisme

- les terroristes veulent semer la peur et changer la façon dont les personnes vivent et font des échanges; cela dit, nous ne pouvons pas vivre dans la terreur et nous attendre à voir des terroristes à tous les coins de rue

- la réponse américaine aux attentats terroristes du 11 septembre 2001, un événement dont les États-Unis ne se relèveront jamais, doit être « intelligente » et recourir à la technologie dans la mesure du possible

- la réponse de l'administration américaine aux attentats terroristes du 11 septembre 2001 a été faite à l'aveuglette et un faux sentiment de confiance selon lequel les mesures de sécurité assurent la sécurité des Américains a été créé

- tout le monde s'inquiète de ce qui arriverait si la sécurité était « relâchée »; dans l'esprit des Américains, il n'y a pas de place pour l'erreur

- il reste très peu de temps à l'administration actuellement en place aux États-Unis et elle est donc peu susceptible de prendre des risques; avec une nouvelle administration et un nouveau secrétaire chargé de la sécurité intérieure, la gestion des risques devrait être prioritaire : une approche égalitaire ne fait aucun sens sous l'angle des coûts ou de la sécurité et il faut mettre l'accent sur les risques élevés, plutôt que sur les risques faibles qui sont connus

- les dirigeants politiques sont peu enclins à courir des risques

- toute personne qui veut nuire aux États-Unis est susceptible de le faire lors du changement d'administration

- la mentalité de « bunker » qui existe depuis les attentats terroristes du 11 septembre 2001 doit cesser; à la place, il faut revoir la façon d'assurer la sécurité des Américains

- la sécurité du fret aérien est insuffisante

B. Département de la Sécurité intérieure des États-Unis

- le département de la Sécurité intérieure des États-Unis n'est pas efficace et n'a pas la « situation en main »; il fonctionne en mode « et si… », plutôt que de faire ce qui est judicieux; sa devise semble être la suivante : « ne jamais faire ce qui est correct quand vous pouvez faire ce qui est sécuritaire »

- une erreur importante a été commise par l'administration et par le Congrès lorsque le département de la Sécurité intérieure a été créé; trop d'organismes sont en place, les cultures organisationnelles sont différentes, etc.

C. Perspective américaine du Canada et façon de présenter le point de vue du Canada

- le Canada est le meilleur voisin des États-Unis et les États-Unis n'ont pas de meilleur ami; il y a beaucoup de liens entre nos pays

- un certain nombre de sénateurs américains ne croient pas que le Canada suive les « règles du jeu » dans certains secteurs, y compris les marchandises désignées

- les Canadiens devraient partager leurs opinions non pas avec ceux qui soutiennent le point de vue du Canada, mais avec ceux qui ne le partagent pas; par exemple, le Canada ne doit pas craindre de faire des observations, en termes clairs et non équivoques, sur les politiques « absurdes » de l'administration, puisque celle-ci ne retient que la « gifle » publique

D. Immigration

- la « ferveur » anti-immigration aux États-Unis vise davantage les Mexicains que les Canadiens, et est exprimée à la fois par les Républicains et les Démocrates (avec plus de véhémence par les Républicains que par les Démocrates)

- le système d'immigration des États-Unis comporte des failles qui doivent être corrigées

E. Environnement

- une entente concernant le réchauffement planétaire doit être conclue avec la Chine, avec l'Inde et avec d'autres pays en développement; le Canada et les États-Unis ont peu d'intérêt à favoriser la réduction des gaz à effet de serre si d'autres pays ne s'y engagent pas, puisque le résultat qui en découlerait serait que les gouvernements de nos pays placeraient les entreprises intérieures dans une situation de désavantage concurrentiel

- en Chine, deux nouvelles centrales thermiques alimentées au charbon par semaine sont créées

- un « projet Manhattan » sur les nouvelles technologies visant à faire face aux problèmes du dioxyde de carbone doit être mis en branle

- la technologie requise pour capturer et séquestrer le carbone doit être mise au point

- un fonds international pour « lancer » le processus visant à capturer et à séquestrer le carbone est nécessaire

- une fois la technologie conçue, celle-ci doit être distribuée de façon à ce qu'elle ait un avantage général

- en ce qui a trait à la technologie, il faudrait d'abord mettre l'accent sur les « problèmes faciles à régler »

- le « charbon » ne doit pas semer la crainte; l'Afrique du Sud a appris à faire face aux problèmes du dioxyde de carbone

- une stratégie exhaustive de restauration est requise pour les Grands Lacs

F. Préoccupations économiques et financières

- la turbulence du marché du crédit aux États-Unis s'est faite d'elle-même, puisque la Réserve fédérale a permis aux banques, aux maisons de courtage et à d'autres de vendre des obligations de premier ordre qui n'avaient pas été cotées correctement

- certaines entreprises, comme Bear Stearns, sont considérées comme étant « trop grosses pour s'écrouler »; l'opinion générale est que, si la Réserve fédérale n'était pas intervenue relativement à Bear Stearns, l'« effet d'entraînement » aurait été considérable

- dans l'ensemble, l'économie américaine est très solide et, à long terme, sera capable de survivre à la tourmente actuelle

- les États-Unis sont en récession à l'heure actuelle; mais il y a toujours des cycles : la situation s'améliore puis se détériore

- certaines petites entreprises ne sont pas capables d'obtenir du crédit et, par conséquent, utilisent davantage leurs cartes de crédit

- les États-Unis doivent remettre de l'ordre dans leurs finances; les Démocrates lèvent des impôts et dépensent, alors que les Républicains empruntent et dépensent

- la Chine se livre à des activités de manipulation de la devise

G. Afghanistan

- les États-Unis apprécient les sacrifices effectués par les Canadiens en Afghanistan

- l'Afghanistan favorisera ou détruira l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord

H. Autre

- aux États-Unis, il y a une désunion entre les « bonnes politiques » et la « bonne politique »

- General Motors paie des sommes considérables relativement aux coûts de legs
- les émeutes du pain en Haïti sont liées à la production d'éthanol
- à certains égards, les États-Unis n'ont pas été très bien traités par leurs amis dernièrement

Respectueusement soumis,

L’hon. Jerahmiel Grafstein,
sénateur
coprésident
Groupe interparlementaire
Canada-États-Unis

Rob Merrifield, député
coprésident
Groupe interparlementaire
Canada-États-Unis

SÉNATEURS ET REPRÉSENTANTS DES ETATS-UNIS AVEC LESQUELS DES RÉUNIONS ONT ÉTÉ ORGANISÉES

Sénat des États-Unis :

Le sénateur Daniel Akaka (D-HI)

Le sénateur Jim Bunning (R-KY)

Le sénateur Ben Cardin (D-MD)

Le sénateur Saxby Chambliss (R-GA)

Le sénateur Tom Coburn (R-OK)

Le sénateur Mike Crapo (R-ID)

Le sénateur Larry Craig (R-ID)

Le sénateur Chuck Grassley (R-IA)

La sénatrice Amy Klobuchar (D-MN)

La sénatrice Lisa Murkowski (R-AK)

Le sénateur Ben Nelson (D-NE)

Le sénateur Gordon Smith (R-OR)

Le sénateur Ted Stevens (R-AK)

Le sénateur Jon Tester (D-MT)

Le sénateur George Voinovich (R-OH)

Le sénateur Ron Wyden (D-OR)

Chambre des représentants des États-Unis :

La présidente Nancy Pelosi (D-CA)

Le représentant Gresham Barrett (R-SC)

Le représentant Rick Boucher (D-VA)

Le représentant Henry Brown (R-SC)

Le représentant Tom Davis (D-VA)

Le représentant William Delahunt (D-MA)

Le représentant Phil English (R-PA)

Le représentant Rick Larsen (D-WA)

Le représentant Dan Lipinski (D-IL)

Le représentant Don Manzullo (R-IL)

Le représentant Michael Michaud (D-ME)

Le représentant Jim Oberstar (D-MN)

La représentante Louise Slaughter (D-NY)

Le représentant Mark Souder (R-IN)

Le représentant Cliff Stearns (R-FL)

Le représentant Bart Stupak (D-MI)

Dépenses de voyage

ASSOCIATION	Groupe interparlementaire Canada-États-Unis
ACTIVITÉ	Visite au Congrès par des membres du Groupe interparlementaire Canada-États-Unis
DESTINATION	Washington, D.C., États-Unis d'Amérique
DATES	Du 22 au 25 avril 2008
DÉLÉGATION	
SÉNAT	L'hon. Jerry Grafstein, sénateur, coprésident L'hon. David Angus, sénateur
CHAMBRE DES COMMUNES	M. Rob Merrifield, député, Co-Chair L'hon. Judy Sgro, C.P., députée L'hon. John McKay, C.P., député M. James Rajotte, député M. Paul Crête, député
PERSONNEL	Mme Elizabeth Kingston Secrétaire exécutive Mme June Dewetering, analyste
TRANSPORT	**1 569.56 $**
HÉBERGEMENT	**9 481.13 $**
HOSPITALITÉ	**1 259.41 $**
INDEMNITÉS JOURNALIÈRES	**1 495.64 $**
CADEAUX OFFICIELS	**201.50 $**
DIVERS / FRAIS D'INSCRIPTION	**41.10 $**

TOTAL	**14 048.34 $**